



FSU

Déclaration Liminaire-Plénière SRIAS Hauts de France 12 09 2025

Dans notre déclaration liminaire lors de la plénière du 19 juin dernier, nous dénonçons une énième fois le contexte de restriction budgétaire de l'année 2025 et alertons sur les prémices d'une déconstruction des instances actuelles d'action sociale .

Aujourd'hui nous souhaitons rappeler que la FSU, et les OS représentatives de la FP ont immédiatement condamnés les annonces de projet budgétaire du Premier Ministre le 15 juillet dernier car une autre voie est possible pour l'avenir de la Fonction Publique notamment.

Les agents de la Fonction publique sont de nouveau pris en otage ! Au cours de l'été 2025 les membres du CIAS (Comité Interministériel d'Action Sociale) ont appris la suppression possible de 29 M€ de leurs crédits, soit une baisse de près de 25 % du budget action sociale interministérielle. A cet instant, nous n'avons aucune précision sur les éventuelles coupes budgétaires et quelles actions vont être concernées.

Depuis plusieurs mois, nous assistons à la désorganisation stratégique de la fonction publique : perte des budgets, perte des moyens humains, précarité du statut, augmentation des contractuels, externalisation,

La diminution constante du budget depuis plusieurs années est préjudiciable aux agents, et les efforts demandés concernent essentiellement les plus précaires. La non-revalorisation des barèmes sur le chèques-avances, sur le CESU, exclue mécaniquement de nombreux bénéficiaires. Perte du budget sur les chèques vacances, sur l'AIP, sur l'AMD, nous demandons à ce que toutes les actions engagées soient payées en 2025.

Avec des salaires très bas pour une majorité d'agents, les fonctionnaires de la Fonction publique d'Etat garants de l'égalité et de l'équité des droits sociaux et juridiques sont de plus en plus mis à mal. Leurs conditions de travail et de vie se dégradent, les souffrances et les cassures sont de plus en plus visibles.

Parce qu'elle est au cœur de l'austérité budgétaire portée par le gouvernement, la Fonction publique est une des principales cibles des mesures annoncées.

Aujourd'hui, pour notre organisation, la construction d'un tout autre budget porteur d'espoir, de justice sociale et de justice fiscale est impérative.

Pour ce faire, mobilisons-nous toutes et tous ENSEMBLE, sur tout le territoire national le 18 septembre prochain.

